



DIEULEFIT SANTE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 211 chemin de Chamonix - 26220 DIEULEFIT

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Rhône-Alpes

2 bis, rue Tête d'Or

69006 LYON

T : +33 (0) 4 72 69 19 19

www.rsmfrance.fr

DIEULEFIT SANTE

Association régie par la loi 1901

Siège social : 211 chemin de Chamonix – 26220 DIEULEFIT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'Association DIEULEFIT SANTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DIEULEFIT SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 17 juin 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Rhône-Alpes

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by 'aël' and 'DHALLUIN'.

Gaël DHALLUIN

Associé

	ACTIF	EXERCICE n			EXERCICE n-1
		BRUT	AMORTISSEMENT ET PROVISIONS A DEDUIRE	NET	NET
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
A	Logiciels	399 894	375 834	24 060	32 605
C	Immobilisations incorporelles en cours				
T					
I					
F	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	708 659	193 702	514 957	515 257
I	Constructions	15 248 451	10 122 203	5 126 248	5 580 503
M	Installations techniques, matériel et outil.	2 742 966	1 797 253	945 713	352 646
M	Autres	1 122 440	817 467	304 973	225 847
O	Avances et acomptes versés sur cde d'immobilisations corporelles				
B	Immobilisations corporelles en cours	5 364		5 364	
I					
L					
I	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1)				
S	Créances Article 58 - 01/01/85	400 352		400 352	400 352
E	Autres titres immobilisés	14 640		14 640	14 426
	Prêts				
	Dépôts et cautionnements	16 583		16 583	13 954
	Autres	900 000		900 000	1 080 000
	TOTAL I	21 559 350	13 306 459	8 252 891	8 215 590
(1)	Dont à moins d'un an				
A	STOCKS ET EN-COURS				
C					
T	Matières premières et fournitures				
I	Autres approvisionnements	169 118	924	168 195	162 916
F					
C	CREANCES				
I	Avances et acomptes versés s/cde.				
R	Usagers Organismes Payeurs	314 447	80 321	234 126	260 151
C	Autres Créances	2 018 927		2 018 927	1 410 245
U					
L	TRESORERIE				
A	Valeurs mobilières de placement	3 638 457		3 638 457	3 560 779
N	Disponibilités- Cpte à terme	2 870 319		2 870 319	4 038 861
T					
	Charges constatées d'avance	31 687		31 687	37 478
	TOTAL II	9 042 956	81 245	8 961 712	9 470 431
	Différence d'Indexation (III)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	30 602 306	13 387 704	17 214 603	17 686 021

PASSIF		EXERCICE n	EXERCICE n-1
F O N D S P R O P R E S	FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE Subventions d'investissement	1 894 225	1 894 225
	RESERVES		
	Excédents affectés à l'investissement	2 627 198	2 627 198
	Réserve affectée à l'investissement	142 502	142 502
	Réserve affectée à l'Article 58	400 352	400 352
	Réserve de trésorerie	27 655	27 655
	REPORT A NOUVEAU	2 616 713	2 895 966
	EXCEDENT / DEFICIT DE L'EXERCICE	-304 746	-279 253
	PROVISIONS REGLEMENTEES : Provision pour réserve de trésorerie Différences sur réalisations d'éléments d'actif		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	736 263	529 330
	TOTAL I	8 140 161	8 237 974
	Provisions pour charges Fonds dédiés	596 528	621 075 37 000
	TOTAL II	596 528	658 075
D E T T E S (1)	DETTE FINANCIERES Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (2) Intérêts courus non échus Emprunts et dettes financières divers	6 416 527 18 273	6 833 910 19 656
	REDEVABLES CREDITEURS Avances reçues des clients		
	DETTE D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales	327 647 1 509 987	357 466 1 536 394
	DETTE DIVERSES Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	180 122 25 356	10 951 16 067
	Produits constatés d'avances		15 529
	TOTAL III	8 477 914	8 789 972
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	17 214 603	17 686 021

(1) dont dettes à plus d'un an

(1) dont dettes à moins d'un an

(2) dont concours bancaires

COMPTES DE RESULTAT 2024

	Exercice N	Exercice N-1
Produits d'exploitation (1)		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	11 672 625	11 150 211
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances vie		
Contributions financières		
Cotisations		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	141 416	124 423
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	212 249	239 597
TOTAL I	12 026 290	11 514 231
Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières) (2)		
Achats de marchandises (c)		
Variation de stock (d)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (c)	920 467	924 724
Variation de stock (d)	-5 151	-2 464
Autres achats et charges externes (dont cotisations)	1 350 835	1 261 167
Impôts, taxes et versements assimilés	790 419	922 372
Salaires et traitements	5 958 810	5 468 186
Charges sociales	2 484 089	2 229 289
Autres charges de Personnel	93 106	164 364
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (e)	719 206	664 632
Fonds dédiés		37 000
Sur actif circulant : dotations aux provisions	81 245	79 869
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges (dont cotisations)	11 721	7 080
TOTAL II	12 404 746	11 756 218
1. RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	-378 456	-241 987
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun :		
Excédent ou déficit transféré III		
Déficit ou excédent transféré IV		
Produits financiers :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	77 917	66 871
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	77 917	66 871

COMPTE DE RESULTAT (suite)

	Exercice N	Exercice N-1
Charges Financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	182 266	194 401
Autres charges financières		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	182 266	194 401
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-104 350	-127 530
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV))	-482 806	-369 517
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	111 471	99 237
Sur opérations en capital	85 469	55 894
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL V	196 940	155 131
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	826	49 429
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL VI	826	49 429
4. RESULTATS EXCEPTIONNEL (V-VI)	196 114	105 702
Impôts sur les sociétés (VII)	18 054	15 438
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	12 301 146	11 736 233
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	12 605 893	12 015 486
Résultat Net (Excédent ou déficit)	-304 746	-279 253
y compris :		
redevances de crédit bail mobilier		
redevances de crédit bail immobilier		
<u>Evaluation des contributions volontaires en nature</u>		
Produits		
Charges		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(a) A inscrire, le cas échéant, sur des lignes distinctes		
(b) Stock final moins stock initial : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-)		
(c) Y compris droits de douane		
(d) Stock initial moins stock final : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-)		
(e) Y compris éventuellement dotations aux amortissements des charges à répartir.		

1. Faits caractéristiques de l'exercice - évènements post-clôture

1.1. Faits caractéristiques de l'exercice

Le Centre de réadaptation DIEULEFIT SANTE met en œuvre ses autorisations SMR HC et HTP Adulte pour les affections cardiovasculaires, respiratoires, du système neurologique et de l'appareil locomoteur.

Dieulefit Santé a réalisé un total de 1.743 séjours, dont 1.269 en hospitalisation complète et 474 en hospitalisation de jour. Au total, 37.777 journées d'hospitalisation ont été réalisées (+7% par rapport à 2023). Nos capacités actuelles (RH et locaux) sont pleinement exploitées, la poursuite du développement Ambulatoire nécessitera impérativement des effectifs et des surfaces supplémentaires. La demande est forte, nous souhaitons améliorer notre taux de réponse auprès de nos partenaires adresseurs.

En février 2024, Dieulefit Santé a fait l'objet d'une décision de certification « Qualité des soins confirmée » avec un score de 95/100 sur le référentiel « Patient », un score de 97/100 sur le référentiel « Les équipes de soins » et un score de 99/100 sur le référentiel « Etablissement ».

Les faits marquants de l'année 2024 sont :

- Dieulefit Santé a demandé l'annulation du permis de construire qu'elle avait déposé durant l'année 2022, en vue de transférer les activités HC et HDJ de cardiologie sur le site de Montélimar. Au regard de l'évolution des discussions menées entre Dieulefit Santé, le GHPP et l'Agence Régionale de Santé (ARS) et compte tenu que l'équipe de cardiologie est désormais au complet à Dieulefit Santé, ce transfert n'est plus nécessaire. Ainsi, il a été comptabilisé dans les comptes annuels de l'exercice 2024, un produit à recevoir d'un montant de 202.150 € correspondant à 107.110 € au titre de la part d'aménagement et redevance d'archéologie qui ont été payées en 2023, et 95.040 € au titre de la taxe d'aménagement payée en 2024.
- Dieulefit Santé a mis en œuvre la réforme de la tarification des SMR.

En synthèse, Dieulefit Santé a fait preuve d'une forte dynamique de développement tant sur le plan qualitatif que quantitatif de son offre de soins.

1.2. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

A la date d'arrêt des comptes par le conseil d'administration réuni le 26 mai 2025, l'association reste en attente de l'approbation de l'ARS concernant l'EPRD 2025 et le PGFP 2025-2029.

Les états financiers de DIEULEFIT SANTE ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Il est précisé que ces évènements n'ont aucune incidence sur la situation financière et le patrimoine de l'association au 31 décembre 2024.

2. Principes - règles et méthodes comptables

2.1. Principes

Les présents comptes ont été établis en conformité avec les dispositions du règlement ANC N°2014-03 applicable à l'exercice et arrêtés le 26 mai 2025 par le Conseil d'administration. En plus du règlement ANC 2014-03, les comptes ont été arrêtés en respectant les adaptations sectorielles spécifiques conformément au référentiel ANC N°2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

DIEULEFIT SANTE applique le règlement ANC 2018-06 depuis le 1^{er} janvier 2020.

DIEULEFIT SANTE est un établissement de santé privé à but non lucratif intégré au service public. Il est ainsi qualifié d'établissement de santé privé d'intérêt collectif (ESPIC) depuis la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) du 21 juillet 2009. Les ESPIC sont soumis à des règles spécifiques en matière budgétaire et comptable reprises notamment dans le code de la santé publique (CSP) et le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif notamment à l'organisation financière des établissements de santé.

2.2. Méthodes

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Celui-ci intègre le prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition (droit d'enregistrement, frais de notaire par exemple).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 2 à 5 ans |
| • Construction | 10 à 30 ans |
| • Agencements de constructions | 5 à 10 ans |
| • Matériel médical | 3 à 5 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans |
| • Mobilier | 10 ans |
| • Matériel de transport | 5 ans |

Application des règlements sur le traitement des actifs :

Cette réglementation est relative aux actifs et au suivi des immobilisations. Elle concerne leur évaluation, leur amortissement et leur comptabilisation.

Lorsque des immobilisations peuvent comprendre des éléments ayant des durées d'utilisation différentes de l'immobilisation dans son ensemble, et, dans la mesure où ces éléments sont significatifs, il y a lieu de les comptabiliser séparément. Chacun des composants est amorti sur sa durée probable d'utilisation.

Ainsi le prix de revient des bâtiments du site de Chamonix a été ventilé en plusieurs composants amortis sur des durées de 10 à 30 ans. Les honoraires, frais d'hypothèques et de caution ont été répartis entre les différents composants au prorata de leur montant.

Les valeurs résiduelles probables en fin de période d'amortissement n'étant pas jugées significatives, les immobilisations sont amorties sur la base de leur coût d'acquisition.

2.2.2. Stocks

Ils correspondent à des fournitures consommables non utilisées à la clôture de l'exercice.

Ils comprennent des produits pharmaceutiques, fournitures de bureau, produits d'entretien et combustibles.

Par mesure de simplicité ils sont évalués au dernier prix d'achat. Compte tenu de leur rotation rapide, cela n'a pas d'incidence significative sur le résultat.

2.2.3. Créances

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

2.2.4. Valeurs mobilières de placements

Cette rubrique enregistre de la trésorerie placée sur des comptes rémunérés ouverts auprès des banques de l'association.

2.2.5. Changement de méthode de présentation et d'évaluation

Aucun changement de méthode de présentation et d'évaluation significatif n'est intervenu au cours de l'année.

2.2.6. Comparabilité des comptes avec ceux de l'exercice précédent

Aucun élément particulier n'est intervenu dans l'exercice empêchant la comparabilité avec l'exercice précédent.

2.2.7. Comptes annuels, compte administratif

Les comptes annuels (comptes sociaux) de l'Association qui sont présentés ici ont été établis à partir des principes et règles comptables rappelés ci-dessus, paragraphe 2.1.

Comme les exercices précédents, les comptes administratifs établis par l'Association à la demande des organismes de tutelle reprennent exactement les éléments inscrits dans les comptes annuels.

Ainsi les résultats des comptes annuels et du compte administratif sont les mêmes.

3. Compléments d'information sur les comptes de bilan actif

3.1 Variation de l'actif immobilisé

Pour rappel, le prix de revient des bâtiments de Chamonix d'un montant initial de 14.193.373 € intègre le coût des bâtiments acquis le 2 décembre 1999 pour 243.918 € ainsi que les frais de prise d'hypothèques et de caution d'un montant de 267.000 € supportés pour garantir les emprunts souscrits pour le financement des investissements. Il prend en compte également les honoraires d'architecte, de suivi et de contrôles liés à ces travaux, y compris les honoraires relatifs au premier projet modifié début 2004 soit 744.961 €. En effet, l'ARH avait demandé que ces coûts soient intégrés dans le prix de revient global des constructions.

Cet organisme acceptait ainsi la prise en compte des amortissements correspondant dans les budgets de fonctionnement qui seront établis dès la mise en service du nouveau site.

Le tableau des variations figure à la fin de l'annexe.

3.2 Amortissements

Le tableau de l'état des amortissements figure à la fin de l'annexe.

3.3 Caisse Pivot : Créances article 58 - 01/01/85

Il s'agit de la Créance née lors de la mise en place au 1^{er} janvier 1985 du mode de financement sous forme de dotation globale.

Elle doit correspondre aux produits des journées non encaissées au 31 décembre 1984.

Cette créance d'un montant de 400.352 € figure en Immobilisations financières dans la mesure où il ne s'agit pas d'une créance liquide. En effet, elle ne serait reversée qu'en cas de cessation d'activité des établissements concernés. La CPAM de la Drôme a confirmé son montant au 31 décembre 2024.

3.4 Produits à recevoir

Les montants des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan sont les suivants :

• <u>Actif circulant</u>	
Créances liées aux salariés :	32.732 €
Créance Etat taxes aménagement redevance archéologie :	202.150 €
Autres créances diverses :	2.349 €
Total	237.231 €

3.5 Différences sur éléments fongibles de l'actif circulant

Elles concernent les fonds détenus par AEP (Assurance Epargne Pension) et destinés à couvrir des indemnités de départ à la retraite (contrat « indemnités de fin de carrière » souscrit le 26 juin 2008). Ils sont inscrits en « Autres créances ».

Valeur du contrat au 31 décembre 2024 :	707.736 €
Valeur des souscriptions inscrites au bilan :	531.719 €
	+ 176.017 €

Cette différence correspond à une plus-value latente.

Ces fonds permettront de financer les indemnités de départ à la retraite des salariés.

3.6. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance inscrites au bilan pour 31.687 € concernent les charges d'exploitation.

4 Compléments d'information sur les comptes de bilan passif

4.1 Variation des fonds propres

• Fonds propres au 31 décembre 2024 :	8.140.161 €
• Fonds propres au 31 décembre 2023 :	<u>8.237.974 €</u>
<u>Variation :</u>	- 97.813 €

Cette variation correspond :

> au déficit de l'exercice :	- 304.746 €
> à la quote-part de subventions :	- 85.468 €
> au versement de subventions d'investissements :	292.401 €

Le déficit de l'exercice est le même que celui des comptes administratifs qui ont été adressés aux tutelles. Il est proposé de l'affecter au compte de report à nouveau.

Le résultat de l'exercice précédent déficitaire de 279.253 € et validé par l'ARS, avait également été affecté en report à nouveau.

4.2 Subventions d'investissements

Le tableau de l'état des subventions figure à la fin de l'annexe.

Le montant des subventions d'investissement, est inscrit dans les capitaux propres. Il est repris au compte de résultat selon les modalités qui suivent :

- La reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation amortissable s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

4.3 Fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice précédent, n'avait pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard, avait été comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ». Ces fonds ont été totalement repris dans le courant de l'exercice 2024.

Le tableau des provisions contient les variations de l'exercice et figure à la fin de l'annexe.

4.4 Charges à payer

Les montants des charges à payer inclus dans les postes du bilan sont les suivants :

• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (ICNE) :	18.273 €
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	61.641 €
• Dettes fiscales et sociales :	878.005 €
Montant	957.919 €

4.5 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance inscrits dans les postes du bilan précédent ont fait l'objet d'une reprise dans l'exercice.

5 Compléments d'information sur les comptes de bilan actif et passif

5.1 Echéances des créances et des dettes

L'état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice figure à la fin de l'annexe.

5.2 Provisions

Le tableau des provisions figure à la fin de l'annexe.
Il appelle le commentaire suivant :

- Provision pour Indemnités de Fin de Carrière : elle représente 596.528 € après une reprise partielle de 24.547 €.

6 Compléments d'informations sur le compte de résultat

6.1 Remboursements de charges

Ils s'élèvent à 16.592 €, ils correspondent à des charges de personnel.

6.2 Charges sociales

L'établissement bénéficie de réduction de charges sociales en raison de son implantation dans une zone France ruralité revitalisation.
Ces exonérations représentant la somme de 78.767 € en 2024 contre 94.868 € en 2023.

6.3 Autres charges de personnel

Les autres charges de personnel s'élèvent à 109.697 € correspondent à :

- Indemnités des stagiaires : 1.827 €
- Stages de formation professionnelle : 45.682 €
- Charges diverses : 62.188 €

Il est à noter qu'en 2024 ainsi qu'en 2023, il n'a pas été enregistré de versement sur le fonds « indemnités fin de carrière ».

6.4 Charges financières

L'établissement a comptabilisé au cours de l'exercice la somme de 182.246 € de charges financières correspondantes aux remboursements d'intérêts des prêts en cours.

6.5 Produits et charges exceptionnels

"Dieulefit Santé"	PRODUITS	CHARGES
Quote-part de subventions	85.469 €	
Produits sur exercices antérieurs Annulation taxes PC	107.110 €	
Régularisations diverses	4.361 €	826 €
Total	196.940 €	826 €

6.6 Reprise de résultat

Les résultats dégagés sont acquis à l'association. L'ARS ne procède plus à la reprise de déficit ou d'excédent.

6.7 Ventilation des Produits d'Activités

- Dotation Fixe	3.126.118 €
- Recettes liées à l'Activité	6.816.108 €
- Consultations externes :	54.817 €
- Produits d'Activités Hospitalières	741.846 €
- Autres Produits	933.736 €
	<u>11.672.625 €</u>

La tarification à l'activité a été mise en œuvre en 2024.

Les autres produits correspondent aux recettes en atténuation de prestations hôtelières réalisées auprès des patients.

7 Autres Informations

7.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

- Hypothèque de 1^{er} rang à hauteur de 2.550.000 € sur la propriété de Chamonix à Dieulefit consentie au profit de la Caisse d'Epargne en garantie d'un emprunt de 3.837.584 € renégocié le 25 mars 2017.

Le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à **2.634.236 €**.

Les intérêts restant dus au 31 décembre 2024 s'élèvent à **435.685 €**.

- Hypothèque de 2^{ème} rang sur la propriété de Chamonix à Dieulefit consentie au profit de DEXIA en garantie d'un emprunt de 4.795.922 € renégocié le 25 octobre 2016 et cédé au Crédit Coopératif le 1^{er} novembre 2021.

Le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à **3.547.105 €**.

Les intérêts restant dus au 31 décembre 2023 s'élèvent à **760.764 €**.

7.2 Engagements donnés

- Engagement pris en matière de départ à la retraite.

La convention collective des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance privés à but non lucratif à laquelle est rattaché "Dieulefit Santé" prévoit suite à l'application de la recommandation patronale du 04 septembre 2012 les dispositions qui suivent.

L'allocation de départ à la retraite est égale, en ce qui concerne les salariés comptant :

- de 10 à 14 ans de services effectifs : à un mois de salaire mensuel brut
- de 15 à 19 ans de services effectifs : à deux mois de salaire mensuel brut
- de 20 à 24 ans de services effectifs : à trois mois de salaire mensuel brut
- de 25 à 29 ans de services effectifs : à quatre mois de salaire mensuel brut
- de 30 ans et plus de services effectifs : à cinq mois de salaire mensuel brut

Au 31 décembre 2024, il est inscrit en provision des indemnités de départ à la retraite et charges correspondantes pour un montant total de **596.528 €**.

Il est rappelé que l'association a souscrit le 26 juin 2008 un contrat "Indemnités fin de Carrière" lui permettant d'externaliser les fonds qu'elle souhaite affecter au financement des départs.

Les sommes versées à ce titre auprès de AEP Cardif Assurance Vie sont inscrites en « autres créances » pour un montant de 531.719 €. La valeur acquise par ces fonds s'élève au 31 décembre 2024 à 707.736 €.

L'évaluation des engagements selon la méthode des unités de crédit projetées fait apparaître un montant de 596.528 € charges incluses au 31 décembre 2024. Les hypothèses retenues dans le cadre de cette évaluation sont les suivantes :

- Table utilisée : INSEE 2024
- Revalorisation des salaires : 1%
- Turnover : moyen
- Age moyen de départ à la retraite : 65-67 ans et sur départ volontaire
- Taux d'actualisation : 3,38 %

La dette comptabilisée est identique.

Le montant des indemnités calculées selon les modalités indiquées ci-dessus, acquises à la clôture de l'exercice par les personnes susceptibles de partir en retraite au cours des 5 prochaines années, s'élève, charges fiscales et sociales incluses, à 159.210 €.

7.3 Engagements reçus

- Emprunt de **3.837.584 €** renégocié le 25 mars 2017 auprès de la Caisse d'Epargne.
Cauton de CEGC GARANTIES à hauteur de 60 %
Le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à 2.634.236 €.
- Emprunt de **4.795.922 €** renégocié le 25 octobre 2016 auprès de Dexia cédé au Crédit Coopératif le 1^{er} novembre 2021.
Cauton de CEGC GARANTIES à hauteur de 60 %
Le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à 3.547.105 €.
- Emprunt de **1.000.000 €** souscrit le 11 février 2008 auprès du Crédit Coopératif.
Garantie de SOGAMA CREDIT ASSOCIATIF à hauteur de 50 %
Le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à 235.187 €.
- Dans le cadre du « plan hôpital 2007 », l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes s'est engagé à ajouter à la dotation annuelle de financement de 2006 la somme de 80 730 € et à maintenir cet accompagnement financier pour couvrir les surcoûts liés à la création du site de Chamonix sur chacune des 20 années à compter de cette date.

7.4 Crédit Bail

Le tableau des engagements correspondants figure à la fin de l'annexe.

7.5 Engagements financiers

Intérêts restant à courir sur emprunts évalués sur la base des taux en vigueur fin 2024 :

Emprunt Caisse d'Epargne souscrits en 2017 suite à renégociation	435.685 €
Emprunt DEXIA souscrit en 2016 suite à renégociation et cédé en 2021 au Crédit Coopératif	760.764 €
Emprunt Crédit Coopératif souscrit en 2008	20.658 €

7.6 Effectifs

L'effectif moyen CDI employé pendant l'exercice est de 121,42 salariés ETP dont 24,64 ETP cadres comprenant 10 médecins et pharmaciens.

7.7 Rémunération des dirigeants

Par application de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, nous précisons :

- qu'aucun membre du conseil d'administration n'est rémunéré par notre association.
- que les 3 plus hauts dirigeants, président, vice-président et trésorier n'ont perçu aucune rémunération.

7.8 CPF - COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le DIF a été remplacé par le CPF (Compte Personnel de Formation) géré directement par chaque salarié. L'association n'a conclu aucun accord d'entreprise triennal de financement du compte personnel de formation de ses salariés.

7.9 Honoraires des commissaires aux comptes (C. Com. art R-123-198-9° nouveau)

Honoraires figurant au compte de résultat au titre du contrôle légal des comptes : les honoraires en charges de l'exercice 2024 se sont élevés à 28.781 € TTC.

Honoraires figurant au compte de résultat au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences et directement liées à la mission de contrôle légale des comptes : 510€ TTC.

7.10 Association liée

DIEULEFIT SANTE n'est membre d'aucune association.

Etat des échéances des créances et des dettes €

CREANCES	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Actif immobilisé			
Créances Article 58 - 01/01/85	400 352		400 352
Prêts au personnel			
Autres prêts			
Autres immobilisations financières	931 223	180 000	751 223
TOTAL (I)	1 331 575	180 000	1 151 575
Actif circulant			
Usagers	314 447	314 447	
Organismes payeurs			
Personnel			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 175 365	1 175 365	
Etat et autres collectivités publiques	202 150	202 150	
Avance et acomptes versés sur commande			
Débiteurs divers	641 413	641 413	
TOTAL (II)	2 333 374	2 333 374	
Charges constatées d'avance	31 687	31 687	
TOTAL GENERAL	3 696 637	2 545 061	1 151 575

DETTES	MONTANT BRUT 2024	A UN AN AU PLUS 2025	A PLUS D'UN AN jusqu'à 5 ans	A PLUS DE 5 ANS
Dettes financières				
Emprunt auprès des établissements de crédit	6 416 527	434 164	1 774 836	4 207 527
Intérêts courus non échus	18 273	18 273		
Emprunts et dettes assortis de conditions particulières				
Autres emprunts et dettes				
Sous-Total	6 434 801	452 438	1 774 836	4 207 527
Autres dettes				
Fournisseurs	327 647	327 647		
Usagers				
Organismes payeurs				
Avances organismes payeurs				
Personnel	635 011	635 011		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	707 071	707 071		
Etat et autres collectivités publiques	167 905	167 905		
Fournisseurs d'Immobilisation	180 122	180 122		
Autres dettes	25 356	25 356		
Sous-Total	2 043 113	2 043 113		
TOTAL	8 477 914	2 495 550	1 774 836	4 207 527
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	8 477 914	2 495 550	1 774 836	4 207 527

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS						
N° des Comptes	RUBRIQUES	Valeur brute au début de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la Fin de L'Exercice	Variation
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
201	Frais d'Etablissement					
203	Frais de recherche et de développement					
205	Concessions et droits similaires, brevets					
208	Autres immobilisations incorporelles	393 049	6 845		399 894	6 845
232	Immobilisations en cours					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
211	Terrains	399 379			399 379	0
212	Agencements et aménagements des terrains	301 987	7 293		309 280	7 293
213	Constructions sur sol propre	15 247 934	4 512	3 995	15 248 451	517
214	Constructions sur sol d'autrui					
215	Installations techniques, matériel et outillage	2 091 450	766 383	114 867	2 742 966	651 516
216	Collections - Œuvres d'art					
217	Animaux de rapport et de reproduction					
218	Autres immobilisations corporelles	993 289	143 267	14 116	1 122 440	129 151
22	Immobilisations mises en concession					
231	Immobilisations en cours		5 364		5 364	5 364
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
26	Participations et créances rattachées à des participations					
27	Autres immobilisations financières	1 508 732	3 904	181 060	1 331 575	-177 157
	TOTAL	20 935 822	937 567	314 038	21 559 350	623 528

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS						
N° des Comptes	RUBRIQUES	Amortissements Cumulés au Début de L'Exercice	Dotations de L'Exercice	Diminutions Résultant des Sorties de L'Exercice	Amortissements Cumulés à la Fin de l'exercice	Variation
	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
2801	Frais d'établissement					
2803	Frais de recherche et de développement					
2805	Concessions et droits similaires, brevets					
2808	Autres immobilisations incorporelles	360 444	15 390		375 834	15 390
	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
2811	Terrains de gisement					
2812	Agencements et aménagements des terrains	186 109	7 593		193 702	7 593
2813	Constructions sur sol propre	9 667 432	458 766	3 995	10 122 203	454 771
2814	Constructions sur sol d'autrui					
2815	Installations techniques, matériel et outillage	1 738 804	173 316	114 867	1 797 253	58 449
2818	Autres immobilisations corporelles	767 442	64 141	14 116	817 467	50 025
	TOTAL	12 720 231	719 206	132 978	13 306 459	586 228

TABLEAU DES PROVISIONS					
N° des Comptes	Rubriques	Montant au Début de L'Exercice	Dotations de L'Exercice	Reprises de L'Exercice	Montant à la Fin de L'Exercice
141 148	PROVISIONS REGLEMENTEES				
	Réserve de trésorerie				
	Différence S/Réal. Immobilisations				
151 153 157 158	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
	Provisions pour risques				
	Provisions pour IFC	621 075		24 547	596 528
	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Autres provisions pour charges				
19 29 39 49	PROVISIONS POUR DEPRECIATION AUTRE QUE COMPTES FINANCIERS				
	Fonds dédiés	37 000		37 000	0
	Dépréciation des immobilisations				
	Dépréciation des stocks et en cours	1 051	924	1 051	924
	Dépréciation des comptes de tiers	78 818	80 321	78 818	80 321
59	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS				
	Dépréciation des comptes financiers				
TOTAL		737 944	81 245	141 416	677 773

TABEAU D'EVOLUTION DES EMPRUNTS

N° Comptes	RUBRIQUES	Dette en Fin d'Exercice n-1	Exercice n			Dette en Fin d'Exercice n
			Nouveaux Emprunts mobilisés	Remboursements en Capital	Remboursement renégociation	
163	Emprunts obligataires					
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	6 833 910		417 383		6 416 527
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières					
168	Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNIE)					
TOTAL COMPTE 16		6 833 910		417 383		6 416 527
Evolution des Charges d'Intérêts d'Emprunts		EXERCICE n -1 Pour mémoire	EXERCICE n			
Montant du compte 661		194 351	182 246			

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN									
Raison Sociale du Cocontractant		Nature du Contrat	Date du Contrat	Durée du CONTRAT	REDEVANCES PAYEES		REDEVANCES RESTANT A PAYER		
					DE L'EXERCICE 2024	CUMULEES	INFERIEURES A 1 JAN 2024	1 A 5 ANS	TOTAL RESTANT A PAYER
Copieurs	C'PRO 613250	LLD	04/01/2018	5 ans renouvelable	23 078	165 796	23 440	23 440	
Ededoc	C'PRO 613250	LLD	01/10/2018	3 ans renouvelable	5 171	30 820	5 644	5 644	
Hébergement	SOFTWAY MEDICAL 613251	LLD	01/09/2017	5 ans 4 mois renouvelable	53 331	278 911	53 331	53 331	
Fibre	C'PRO 613251	LLD	19/06/2017	5 ans renouvelable	8 064	61 742	8 064	8 064	
XC 40	VOLVO 613253	LLD	04/11/2023	4 ans 1 mois	9 109	10 551	9 109	17 532	26 641
Hébergement	OCTIME 613251	LLD	01/03/2021	5 ans	3 539	12 713	3 651	478	4 129
Licences OFFICE	DAMI 613251	LLD	01/10/2022	5 ans	181	353	167	278	445
Téléphonie wifi switch ucopia	C'PRO 613252	LLD	01/07/2017	5 ans renouvelable	45 222	324 287	48 496		48 496
TOTAL					147 695	885 173	151 902	18 289	170 191

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES						
Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture	
Fonds propres sans droit de reprise	1 894 225 €				1 894 225 €	
Réserves	3 197 706 €				3 197 706 €	
Report à nouveau	2 895 966 €	-279 253 €			2 616 713 €	
Excédent / Déficit	-279 253 €	279 253 €		304 746 €	-304 746 €	
Provisions réglementées						
Subventions d'investissements	529 330 €		293 009 €	86 076 €	736 263 €	
Total	8 237 974 €		293 009 €	390 822 €	8 140 161 €	

TABLEAU DES SUBVENTIONS						
Nature financeurs	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CMSA	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement (*)		1 451 277 €	201 347 €	15 245 €	90 707 €	1 758 576 €
Total		1 451 277 €	201 347 €	15 245 €	90 707 €	1 758 576 €

(*) Le montant des subventions d'investissement repris au compte de résultat au cours de l'exercice 2024 s'élève à : 85.469 €.



DIEULEFIT SANTE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 211 chemin de Chamonix – 26220 DIEULEFIT

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Rhône-Alpes

2 bis, rue Tête d'Or

69006 LYON

T : +33 (0) 4 72 69 19 19

www.rsmfrance.fr

Aux Membres de l'Association DIEULEFIT SANTE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Lyon, le 17 juin 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Rhône-Alpes

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

Gaël DHALLUIN

Associé